



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

20 juin 2016

Les actualités politiques dominent l'agenda des médias, ce jour. Les appels à l'apaisement et au dialogue lancés par le Conseil des Eglises chrétiennes de Madagascar et l'ancien Président Didier Ratsiraka ont bénéficié d'une large couverture de la part des quotidiens. Tous les yeux sont également rivés sur le Palais de Tsimbazaza. En effet, le gouvernement Mahafaly prévoit d'exposer, ce jour devant les députés, son premier rapport d'activités.

Assemblée nationale

LES DEPUTES ATTENDENT DE PIED FERME LE GOUVERNEMENT MAHAFALY

Les membres du gouvernement et les députés ont rendez-vous, demain, pour une séance de questions-réponses. Le Premier ministre Solonandrasana Olivier Mahafaly présentera devant l'Assemblée nationale, le premier rapport d'activités de son « gouvernement de combat ». Ce sera aussi l'occasion pour les deux parties d'éclaircir les points chauds de l'actualité, à savoir les derniers mouvements syndicaux, la situation économique, l'affaire Lylison René de Rolland, le projet de Code de la communication, l'insécurité, le trafic des ressources naturelles ainsi que les préparatifs des Sommets de la Francophonie, des Assemblées parlementaires francophones et du Common Market for Eastern and Southern Africa ou COMESA. (Les Nouvelles, p.3)

- *La députée Michelle Ratsivalaka attend particulièrement que le gouvernement apporte des éclaircissements concernant la gestion de la trésorerie de l'Etat. « La Cour des comptes vient de nous présenter un rapport accablant de la gestion des comptes publics. L'opacité sur le marché public est toujours entretenue », souligne-t-elle dans les colonnes de Madagascar-Laza (p.3)*

SESSION ORDINAIRE : TIMING SERRE POUR L'ASSEMBLEE NATIONALE

Conformément à la Constitution, l'actuelle session ordinaire devra prendre fin le 1^{er} juillet. Plusieurs projets de loi relativement importants attendent pourtant leur adoption par le Parlement. Il s'agit du projet de Code de la communication, du projet de Loi de Finances Rectificatives, des projets de loi sur la réconciliation nationale et ceux sur la lutte contre la corruption, concernant spécifiquement la mise en place des pôles anti-corruption. A ceux-là s'ajoutent quelques propositions de loi d'une portée importante, comme celle portant modification de la loi sur les ressources des collectivités décentralisées, qui prévoit que les élections régionales se feront par suffrages universels directs ; et une autre visant à apporter des modifications à la Commission Electorale Nationale Indépendante. A titre de rappel, l'adoption de la LFR avant la fin du mois de juillet, relève d'une demande de la Communauté internationale. C'est la condition posée par le Fonds Monétaire International (FMI) pour concéder au Fonds Elargi de Crédit. Les députés ont, pourtant, prévu de s'accorder un break à l'occasion des fêtes nationales et de ne retourner au Palais de Tsimbazaza que le 28 juin. Le nouvel ordre du jour ne sera connu qu'après la séance plénière du 29 juin. Ce timing serré amène L'Express de Madagascar à dire qu'une « session extraordinaire paraît inévitable ». Le quotidien ne manque, d'ailleurs, pas de relever l'intransigeance des élus. En effet, les

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



députés comme les sénateurs refusent d'adopter au pif certains textes, à l'instar du projet de Code de la communication. (p.3)

LE GEPIMM DENONCE LE CONTENU DU PROJET DE CODE DE LA COMMUNICATION

Le Groupement des Editeurs de presse d'information et du Multimédia de Madagascar ou GEPIMM a publié un communiqué dans lequel il exprime ses vives réserves quant à l'adoption du projet de Code de la communication en son état actuel. Le GEPIMM demande au gouvernement et à l'Assemblée nationale de revoir ce Code, et au PNUD d'intervenir pour un retour à l'inclusivité. Il interpelle également la Communauté internationale sur la tentative de l'Etat de museler les médias et ses velléités de faire fi des propositions émises lors des précédentes consultations, au risque de faire une fois de plus une vague de contestation. Le Groupement estime inconcevable que l'article 20 de la loi sur la cybercriminalité n'ait pas été abrogé dans le Code de la communication, alors que cette disposition fait un amalgame entre « injure » et « diffamation ». Il s'indigne également de la composition de la future Autorité Nationale de Régulation de la Communication médiatisée ; ainsi que de la disposition selon laquelle le directeur de publication d'un organe de presse doit obligatoirement être le propriétaire de celui-ci ou à défaut, l'actionnaire majoritaire de la société propriétaire. Dans son argumentaire, le GEPIMM avance que cette disposition remet en cause la liberté d'entrepreneuriat. (L'Express de Madagascar, p.2 ; La Vérité, p.2)

Politique interne

LE FFKM APPELLE A L'APAISEMENT

Dans le cadre de la célébration du 56^e anniversaire de l'indépendance, le Conseil des Eglises chrétiennes de Madagascar (FFKM) a organisé un culte œcuménique hier, durant lequel il a lancé un appel à l'apaisement à l'endroit de tous les Malgaches. « La majorité de la population vit actuellement dans une situation de pauvreté extrême. Les provocations ne constituent donc pas une solution pour le pays », a souligné le FFKM. Pour sortir le pays de cette impasse, les Chefs d'église exhortent tout un chacun à assumer sa part de responsabilité. « La solidarité constitue l'unique voie qui peut amener le développement », ont-ils martelé. Quelques personnalités politiques ont honoré l'événement de leur présence, dont le président de la Haute Cour Constitutionnelle, Jean Eric Rakotoarisoa, le ministre de la Défense nationale, le Général Béni Xavier Rasolofonirina, le Maire de la capitale, Lalao Ravalomanana, et le président du parti Masters, Alain Ramaroson. Le Premier ministre a été représenté par son directeur de cabinet. (Midi Madagasikara, p.3 ; Madagascar-Laza, p.2 ; Les Nouvelles, p.2 ; La Gazette de la Grande île, p.13)

DIDIER RATSIRAKA PRÔNE LE DIALOGUE POLITIQUE POUR RESOUDRE L'IMPASSE ACTUELLE

En marge de la célébration du quarantième anniversaire du parti Avant-garde pour la Rénovation de Madagascar (AREMA), l'ancien Chef d'Etat Didier Ratsiraka, a soutenu que le pouvoir et ses opposants ont une responsabilité partagée quant à la conjoncture actuelle. Questionné sur la hausse des hostilités politiques à l'encontre de régime en place, ces derniers temps, l'ex Président a déclaré « qu'il n'y a pas de fumée sans feu ». Bien qu'il reconnaît la mauvaise habitude des Malgaches de critiquer, il dénonce un non-respect de la

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



loi tant par les dirigeants que les opposants. « Personne ne respecte la Constitution », a-t-il regretté. Malgré tout, il reste optimiste et convaincu que la reprise du dialogue entre politiciens peut résoudre l'impasse politique actuelle. (**L'Express de Madagascar, p.5 ; Midi Madagasikara, p.3 ; Madagascar-Laza, p.3 ; Madagascar Matin, p.3 ; La Vérité, p.2 ; L'Observateur, p.2**)

RUMEURS DE COUP D'ETAT : HERY RAJAONARIMAMPINANINA APPELLE LES CITOYENS A DEFENDRE LEUR CHOIX

« L'alternance à travers les élections constitue l'unique voie pour instaurer une véritable démocratie, base du développement de la société et de la nation (...) Les troubles et un coup d'Etat ne constituent pas la solution pour développer le pays », a de nouveau réitéré le Président Hery Rajaonarimampianina lors de la double cérémonie d'inaugurations organisée par le Trésor public à Antsirabe, le week-end dernier. Il a ainsi renvoyé la balle aux citoyens, qui selon lui, devraient « défendre leur choix ». Pour le Président, « la contribution de chaque citoyen et de chaque secteur est indispensable », a-t-il indiqué. En guise d'encouragement, il a rappelé que les différentes institutions sont déjà mises en place et que l'accord signé récemment avec le Fonds Monétaire International constitue une porte ouverte aux financements et investissements. (**Midi Madagasikara, p.2 ; Madagascar-Laza, p.2**)

Economie et société

QUINZE SOCIETES S'INTERESSENT A AIR MADAGASCAR

En avril, la direction générale de la compagnie Air Madagascar avait envoyé trente-cinq cahiers d'informations à l'endroit des investisseurs potentiels, des transporteurs aériens, des banques, et des investisseurs privés. « Nous avons reçu entre douze et quinze dossiers suivant les appels que nous avons lancés aux investisseurs potentiels », a fait savoir Gilles Filiatreault, Directeur général, lors de la signature d'un accord de partenariat entre la compagnie aérienne et l'organisateur du Sommet de la Francophonie, sans toutefois révéler le nom de ces sociétés. Depuis quelques mois, les rumeurs sur une éventuelle privatisation ont suscité la polémique. « Il faut préciser que Air Madagascar reste une compagnie malgache. Le Président Rajaonarimampianina était clair sur ce sujet. Il avait annoncé que l'Etat garderait 51 % du capital de la compagnie », a-t-il rassuré. (**L'Express de Madagascar, p.7**)

- « Depuis de nombreuses années déjà, on veut construire un partenariat économique durable avec Air Madagascar », a déclaré Frédéric Burban, Directeur général de la compagnie Air France. Il a particulièrement tenu à féliciter la sortie d'Air Madagascar de l'annexe B de l'Union européenne. « Cela va permettre de redonner confiance aux visiteurs qui viendront à Madagascar », a-t-il indiqué. (**Madagascar-Laza, p.7**)

LUTTE CONTRE L'INSECURITE : L'USAD, OFFICIELLEMENT ACTIVE A MAHABO

L'Unité spéciale anti-dahalo (Usad) a été officiellement installée dans sa base opérationnelle à Mahabo dans le district de Betroka, vendredi dernier, par le Président Hery Rajaonarimampianina. Il a rappelé à l'occasion que « l'Etat sévira avec fermeté mais dans le plein respect des lois ». Selon les explications de la gendarmerie nationale, le choix de ce site

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



est tactique. En effet, Mahabo est situé, géographiquement à l'épicentre des zones à forte criminalité. (Les Nouvelles, p.5 ; Madagascar Matin, p.9) L'Express de Madagascar ne manque pas de préciser que « l'Usad est l'une des forces les plus sophistiquées de Madagascar ». Ses éléments sont dotés d'armes redoutables et de gilets pare-balle à la pointe de la technologie. La caserne, quant à elle, dispose d'un Blindé de Reconnaissance à Roues soviétique. Sa mitrailleuse et sa tourelle peuvent lancer des tirs à 360°. Deux drones et un hélicoptère viendront renforcer cette artillerie, comme l'a promis le Président de la République. (p.9)

CARBURANT ET LUBRIFIANT : LE PAIEMENT ELECTRONIQUE EST EFFECTIF

Après une phase d'essai de trois mois, la Direction générale du Trésor public a officiellement lancé l'usage du Système de Paiement électronique des Carburants et Lubrifiants (Specl), à Antsirabe. La carte « Fanilo » remplace définitivement les Chèques Carburants et Lubrifiants (CCAL). L'adoption de ce système permettra à l'Etat de renforcer le contrôle des transactions depuis la phase d'approvisionnement en crédits carburants-lubrifiants, jusqu'à l'établissement des factures par les compagnies pétrolières. Et ce, pour mettre fin aux faux Ccal. Depuis son lancement, 8 000 cartes Fanilo ont été distribuées. 2 100 Services opérationnels d'activités l'utilisent actuellement, 254 stations-services disposent d'un terminal de paiement électronique au niveau national et 54 000 transactions ont déjà été enregistrées. Selon les précisions du ministre des Finances et du Budget, Gervais Rakotoarimanana, le budget alloué au paiement des carburants et lubrifiants des services administratifs et des responsables ministériels se chiffre à 55 milliards d'Ariary cette année, contre 75 millions d'Ariary en 2015. (Les Nouvelles, p.18 ; Madagascar-Laza, p.7 ; Midi Madagasikara, p.5 ; La Vérité, p.4)

Foyers de tension

EXPLOITATION AURIFERE A SOAMAHAMANINA : PETITION LANCEE

La population de Soamahamanina, dans la région Itasy, est de nouveau montée au créneau pour dénoncer le projet d'une firme chinoise spécialisée dans l'exploitation aurifère, qui devrait ouvrir une mine d'or dans la région. Cette société dispose d'un permis d'exploitation d'une durée de 40 ans, délivré par l'Etat. Une soixantaine de carreaux miniers s'étendant sur plusieurs hectares est concernée par l'exploitation sur lesquelles sont établies des hameaux et des tombeaux ancestraux. La tension est montée d'un cran suite à l'arrivée des opérateurs chinois qui prévoient de débiter leur exploitation. Pour leur part, les habitants de Soamahamanina, soutenus par le député élu à Arivonimamo, Rodin Rakotomanjato, ont lancé une collecte de signatures. Ce dernier a interpellé la ministre de l'Environnement, Johanita Ndahimananjara sur les enjeux environnementaux et économiques de la forêt de Tapia qui entre également dans la zone d'exploitation. Deux évêques de l'Eglise catholique soutiennent également la cause des paysans. Ils prévoient d'organiser un grand rassemblement, ce jour, dans l'objectif de faire pression sur l'Etat afin qu'il revienne sur sa décision. (La Vérité, p.3)

- Alarmistes, **La Vérité** et **Tia Tanindrazana** annoncent que la « journée risque d'être explosive » (p.3 et p.2).
- **Madagascar Matin** privilégie aussi le même traitement et s'attend déjà un

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



affrontement entre « Evêques catholiques et éléments de l'Etat-Major Mixte Opérationnel de la Région ». Aiguisant les hostilités envers le pouvoir en place, le quotidien n'a pas manqué de souligner que la firme chinoise est en train d'exproprier les paysans « avec la complicité du régime ». (p.3)

DEMOLITION DE REMPARTS A SOARANO : MENACE DE GREVE DES MARCHANDS

La démolition d'une partie des remparts du marché du Pochard et du Madarail à Soarano a débuté dans la nuit du 18 juin. « Cette démolition rentre dans le projet présidentiel pour l'élargissement de la portion de route entre Soarano et Antanimena, en quatre voies », ont expliqué les techniciens qui ont effectué les travaux. La démolition n'a rencontré aucune résistance. Malgré tout, l'opinion craint une tension en raison des contestations de la plupart des vendeurs, à l'annonce de cette disposition il y a quelques mois. Aux dernières nouvelles, en effet, ils campent sur leur position et ne comptent pas céder. Interviewé par **L'Express de Madagascar**, Edmond Randriamisely, vendeur de tissu, a déclaré que les marchands vont incessamment organiser une réunion pour décider de l'action à entreprendre en vue de protéger leur source de revenu. « Tant que l'Etat n'assurera pas la construction du nouveau rempart, ainsi que la sécurisation du marché et son organisation, on continuera à contester ce projet » a-t-il déclaré. (p.8) Joint par **La Gazette de la Grande île**, Tiana Rado, Délégué du marché du Pochard, a adopté un ton plus menaçant : « Nous ne céderons plus à n'importe quelle négociation (...) Nous allons faire la grève sans tarder s'ils insistent dans la construction de cette route ». (p.7)

Un peu d'humour



Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu
Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

